



REQUÊTE EN AUTORISATION SOUMISE À LA LTVTC

FORMULAIRE X-4 : REQUÊTE EN DÉLIVRANCE D'UNE IMMATRICULATION VTC

Catégorie de la demande :

Exploiter un taxi

Sous-catégorie de la demande :

Attestation immatriculation VTC

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

Le transport professionnel de personnes est régi par la loi sur les taxis et les voitures de transport avec chauffeur du 28 janvier 2022 (RS/GE H 1 31 - LTVTC) et son règlement d'exécution du (RS/GE H 1 31.01 – RTVTC).

La présente formule est destinée aux personnes physiques ou morales en vue de la délivrance d'une immatriculation professionnelle de VTC, laquelle confère à son titulaire le droit de transporter professionnellement des personnes sans usage accru du domaine public (art. 14 LTVTC).

Les plaques d'immatriculation VTC sont immatriculées au moyen de plages de numéros qui leur sont spécialement dédiées (art. 14 al. 1 LTVTC). Lorsque celles-ci sont délivrées à une personne physique ou morale (art. 14 a. 2 LTVTC) titulaire d'une autorisation d'exploiter une entreprise de transport par VTC (art. 14 al. 2 LTVTC) les conditions d'octroi de l'art. 10 al. 2 LTVTC doivent toujours être réalisées.

DÉMARCHES SUBSÉQUENTES

Après examen du dossier la direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (la PCTN) rendra une décision relative à la délivrance d'une immatriculation VTC. Cas échéant, la PCTN atteste que la personne requérante est autorisée à retirer auprès de l'Office cantonal des véhicules (OCV) la plaque d'immatriculation de VTC correspondant aux numéros attribués (art. 22 al. 3 RTVTC).

La plaque d'immatriculation doit être retirée dans les trois mois à compter de la date de notification de la décision. A défaut la personne requérante doit déposer une nouvelle requête (art. 23 al. 1 RTVTC).

La personne requérante doit informer la PCTN de toute demande de reprise de plaque suite à un dépôt volontaire auprès de l'OCV ou d'attribution d'une nouvelle plaque d'immatriculation suite à une perte ou un vol (art. 23 al. 2 RTVTC).

Le traitement de la demande donnera lieu à la perception d'un émolument (art. 35 LTVTC et 42 al. 1 let. c RTVTC).

Type de la demande : Nouvelle demande**1. REQUÉRANT (Personne déposant la présente requête)** Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance : Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

2. PERSONNE PHYSIQUE

Veillez saisir les informations de la personne physique même si elles sont identiques à celles du requérant.

Ne pas remplir si la requête concerne une entreprise.

 Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance : Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

3. ENTREPRISE

Ne pas remplir si la requête concerne une personne physique

Numéro IDE :

Numéro REG :

Raison sociale :

Complément raison sociale :

Nature juridique

- Société à responsabilité limitée (SàRL) Société anonyme (SA) Société coopérative
 Société en nom collectif (SNC) Société en commandité Société simple
 Entreprise individuelle

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue :

NPA : Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Fax :

E-mail :

Site internet : https://

En cas de pouvoir de signature collectif, veuillez saisir pour chaque représentants les coordonnées, même si elles sont identiques à celles du requérant. Si plus de 3 représentants, veuillez transmettre les coordonnées dans une page annexe comme indiqué ci-dessous.

3.1 Représentant 1 de l'entreprise¹

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

¹ On entend par représentant : les associés (pour la société simple, la SNC, et la société en commandite), le président et la personne qui exerce la direction de la société (pour la SA, la SARL, la Coopérative).

Nationalité : Type de permis de travail :
 Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

Sécurité sociale et droit du travail :

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise est-il employeur ou a-t-il été employeur dans les 12 derniers mois ?

OUI NON

3.2 Représentant 2 de l'entreprise

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

Sécurité sociale et droit du travail :

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise est-il employeur ou a-t-il été employeur dans les 12 derniers mois ?

OUI NON

3.3 Représentant 3 de l'entreprise

Madame Monsieur

Nom : Prénom :

Nom de naissance :

Date de naissance :

Adresse

Rue : Numéro :

Complément de rue : NPA :

Localité :

Canton : Pays :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

E-mail :

Nationalité : Type de permis de travail :

Date de validité permis de travail (jour/mois/année) :

Sécurité sociale et droit du travail :

L'entreprise ou le représentant de l'entreprise est-il employeur ou a-t-il été employeur dans les 12 derniers mois ?

OUI NON

REMARQUES IMPORTANTES

La Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir doit être en possession de l'original de la présente requête munie de toutes les pièces listées ci-dessous. Elle peut être déposée au guichet de la Direction de la police du commerce et de lutte contre le travail au noir (Rue de Bandol 1, 1213 Onex – 1^{er} étage) ou transmise par voie postale.

4. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR A L'APPUI DE LA REQUÊTE

Pièces relatives à la personne physique (point 2)

- 4.1 Copie d'un **document d'identité** en cours de validité de la personne requérante.
- 4.2 Copie de l'**autorisation permettant d'exercer une activité lucrative en Suisse**, pour les ressortissants étrangers.
- 4.3 Copie de la **carte professionnelle de chauffeur de VTC** en cours de validité de la personne requérante.
- 4.4 Copie du **permis de conduire** (suisse, mais également étranger si la personne requérante réside ou a résidé à l'étranger durant les 5 dernières années) en cours de validité
- 4.5 Certificat de **capacité civile** délivré par l'autorité compétente du canton de domicile de la personne requérante (soit le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant si la personne requérante est domiciliée dans le canton de Genève), en original, datant de moins de 3 mois **ou**, si la personne réside à l'étranger, tout document équivalent émanant du pays de résidence.
- 4.6 Extrait du **casier judiciaire suisse**, en original, datant de moins de 3 mois **ou**, si la personne requérante ne réside pas en Suisse ou a résidé durant les 5 dernières années à l'étranger, extrait du **casier judiciaire de son pays de résidence**, en original, datant de moins de 3 mois.
- 4.7 Extrait des mesures administratives dans le système fédéral d'information relatif à l'admission à la circulation (SIAC) en original **ou**, si la personne requérante ne réside pas en Suisse ou a résidé durant les 5 dernières années à l'étranger, extrait du **le relevé intégral d'information** datant de moins de 3 mois.
- 4.8 Si l'extrait SIAC n'est pas vierge, copie de la ou des décisions administratives associées.
- 4.9 Copie de l'**attestation d'affiliation** auprès d'une caisse de compensation, en qualité d'indépendant ou d'une **attestation d'annonce collaborateur** auprès d'une caisse de compensation.

Pièces relatives aux entreprises (point 3)

- 4.10 Copie **du document d'identité** en cours de validité de la ou des personne/s ayant le pouvoir d'engager et de représenter la personne morale.
- 4.11 Copie de **l'autorisation permettant d'exercer une activité lucrative en Suisse**, pour les ressortissants étrangers.
- 4.12 **Attestation de l'affiliation auprès d'une caisse de compensation de la personne requérante, et attestation de soumission et/ou attestation prouvant l'acquittement** envers les employés des prestations sociales (AVS/AI/LPP) durant les 12 derniers mois précédant la requête.
- 4.13 Extrait du **registre du commerce** de l'entreprise individuelle ou de la personne morale datant de moins de 3 mois.

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR
ET TRANSMISSION D'INFORMATIONS**

Par sa signature, la personne requérante :

- atteste sur l'honneur que les informations contenues dans la présente formule ainsi que les pièces produites à l'appui sont exactes et conformes à la réalité;

Requérant

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature :

Personne physique

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature :

OU**Représentant(s) de l'entreprise²**

Lieu : Date :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

Nom et prénom : Signature et tampon :

² En cas de pouvoir de signature collectif : le présent formulaire n'est réputé valablement signé par la personne morale propriétaire de l'entreprise que s'il est contresigné par les représentants pouvant engager conjointement la société propriétaire.